

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE FRANÇAISE D'EXPLOITATION ET DE TRAITEMENT DES MINÉRAIS. Voir SAINT-BARTHELEMY-LE-PLEIN (*concession de*) (*).

SOLEIL (Le) (Loire). Décret, du 12 mai 1893, acceptant la renonciation des propriétaires de — la concession de mines de fer de —, à ladite commune; II, 268.

SONDAGES MINÉRIERS. Circulaire, du 8 avril 1896, relative à la production, par les services locaux des mines, de renseignements sur les — exécutés dans leurs circonscriptions, pour être communiqués au service de la carte géologique de la France; V, 323.

SORDIÈRE (Savoie). Décret, du 1^{er} février 1892, autorisant la Société anonyme des mines et usines de Saint-Michel et Sordière, à réunir les concessions de mines d'antracite de —, de La Clapière, du Charmet et de Gorge-Noire, aux concessions de même nature de La Buffaz, du Plan d'Arc, de Bernard-la-Serraz et de Côte-Velin (Savoie); I, 29.

SOREL (S^r). Voir ADJUDICATIONS.

SOUBIGOU (S^r). Voir DYNAMITE (Dépôts).

SOUCLIN (Ain). Décret, du 20 décembre 1894, acceptant la renonciation des propriétaires de la concession de mines de fer de —, à ladite concession; III, 361.

(*) Voir les autres sociétés dénommées dans la présente table, au nom propre de lieu figurant au titre de la société.

SOUDAN FRANÇAIS. Règlementation de la recherche et de l'exploitation des mines au —. Voir AFRIQUE CONTINENTALE.

SOULIAC (Cantal et Haute-Loire). Décret, du 26 novembre 1892, instituant, en faveur du s^r Lassalle, la concession de mines d'antimoine et autres minerais connexes de —; I, 342. — Décret, du 15 décembre 1893, portant rectification de l'article 1^{er} du décret du 26 novembre 1892 institutif de la concession de —; II, 567.

SOULIÉ (Le) (Lot). Décret, du 14 avril 1892, portant extension du périmètre de la concession de mines de houille de —; I, 203. — Décret, du 31 mars 1897, autorisant les époux Dubert à réunir les concessions de mines de houille de — et de Saint-Perdoux (Lot); VI, 93.

SOUMAIN (S^r). Voir CORNEILLA-DE-CONFLENT (*commune de*).

SOURCES D'EAU SALÉE en Algérie (Régime légal des). Voir ALGÉRIE.

SOURCES D'EAU SALÉE (Société d'études pour la recherche des). Voir SAUVETERRE (*concession de*).

SOURCES MINÉRALES. Voir EAUX MINÉRALES.

STATISTIQUE DE L'INDUSTRIE MINÉRALE ET DES APPAREILS A VAPEUR. Circulaire, du 7 janvier 1893, relative à la suppression de la statistique trimestrielle des combustibles minéraux; II, 43. — Circulaire, du 17 mars 1894, portant envoi d'instructions pour l'établissement de la — pour l'année 1893 (modifications apportées aux formules à remplir);

III, 96. — Circulaire, du 20 janvier 1896, portant envoi des formules pour l'établissement de la — afférente à l'année 1895 et signalant les modifications apportées aux tableaux concernant les tourbières et les carrières; V, 64. — Circulaire, du 6 février 1896, relative à l'établissement d'une statistique annuelle de la production des carrières; V, 89. — Circulaire, du 19 janvier 1897, portant envoi des formules imprimées relatives à la production des carrières en 1896; VI, 14. — (Rapports de la Commission de —). Rapports relatifs aux années: 1891; I, 409; 1892, II, 574; 1893, III, 614; 1894, IV, 533; 1895, V, 659; 1896, VI, 540; 1897, VII, 572; 1898, VIII, 673; 1899, IX, 554; 1900; X, 421.

STÉARINERIE DE DIJON (La) (Rejet d'une demande en con-

cession présentée au nom de la Société dite —). Voir MOLOY (*concession de*).

SUMÈNE (Gard). Voir CÉZAS (*commune de*).

SURIAUVILLE (Société des mines de). Voir DYNAMITE (Dépôts).

SURTAINVILLE (Manche). Voir DÉCHÉANCES.

SURVEILLANCE DES EXPLOITATIONS MINÉRALES ET DES APPAREILS A VAPEUR (Travail annuel). Circulaire, du 20 janvier 1892, relative à l'envoi des procès-verbaux de visite de mines en 1891 (Addition au rapport d'ensemble de renseignements concernant l'organisation et le fonctionnement des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs); I, 19.

T

TABARIÈRE (La) (Vendée). Voir DÉCHÉANCES.

TABARY (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (Accidents).

TALMANT (S^{rs}). Voir CHÂTEAU-SUR-CHER (*concession de*).

TAMA (Corse). Décret, du 19 janvier 1897, instituant en faveur des s^{rs} Grégorj, la concession de mines de pyrite de fer cuivreuse de —; VI, 7.

TAMBOURS SÈCHEURS employés dans les papeteries. Voir RÉCIPIENTS DE VAPEUR.

TAUPE (La) (Haute-Loire). Voir FRUGÈRES (*concession de*).

TAUPERT (Le) (Haute-Savoie). Voir DÉCHÉANCES.

TAUPIN (S^r). Voir JURISPRUDENCE (Accidents).

TAURINYA (Pyrénées-Orientales). Décret, du 19 novembre 1892, rejetant la demande des s^{rs} Frèrejean, Roux et C^{ie}, en concession de mines de fer dans les communes de — et de Fillols (Pyrénées-Orientales); I, 341.

TAVERNAY (Saône-et-Loire). Décret, du 3 mars 1895, rejetant la demande du s^r Guilloux en concession de mines de houille dans les communes de — et autres (Saône-et-Loire); IV, 70.

TEBESSA (Société française de recherches et d'exploration des gisements métallifères de). Voir BECCARIA (*concession de*).

TERNAY (Isère). Voir DÉCHÉANCES.

TERNUAY (Haute-Saône). Voir DYNAMITE (*Dépôts*).

TERRASSON (Dordogne). Voir CUBLAC (*commune de*).

TERRENOIRE. Décret, du 12 mars 1893, acceptant la renonciation des propriétaires de la concession de mines de fer de — à ladite concession ; II, 269. — Voir DYNAMITE (*Dépôts*).

TÉZENAS (consorts). Voir JURISPRUDENCE (*Redevances tréfoncières*).

THIBOULET (S^r). Voir LAVAU-DIEU (*commune de*).

THIOLLIÈRE (consorts). Voir JURISPRUDENCE (*Redevances tréfoncières*).

THOMAS (S^r). Voir TRIEUX (*concession de*).

THORENS (Haute-Savoie). Décret, du 27 novembre 1899, rejetant la demande du s^r Cochet en concession de mines d'antracite dans la commune de — ; VIII, 615.

THORRENT (Pyrénées-Orientales). Décret, du 17 novembre 1892, portant extension du périmètre de la concession de mines de fer de — ; I, 339. — Voir DYNAMITE (*Dépôts*).

TILLEMENT (S^r). Voir BUISSON-COURT (*commune de*).

TIVIERS (Cantal). Décret, du 5 janvier 1893, rejetant la demande du s^r Ipcher en concession de mines de plomb sulfuré et autres minerais connexes, dans les communes de — et autres (Cantal) ; II, 12.

TODROS (S^r). Voir BOU-KADRA (*concession de*).

TOMBLAINE (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 30 décembre 1899, rejetant la demande des s^{rs} Hunotaux, Guibert, Cœvet-Renouard et Steverlynck en concession de mines de sel gemme et sources salées dans les communes de — et autres (Meurthe-et-Moselle) ; VIII, 657. — Voir NANCY (*commune de*).

TONKIN. Voir INDO-CHINE.

TONNOY (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 8 octobre 1901, instituant, en faveur de la Société des salines de Tonnoy, la concession de mines de sel gemme de — ; X, 351.

TOPOGRAPHIES SOUTERRAINES. Arrêté, du 8 novembre 1892, créant un service spécial pour l'exécution de la — de la Bresse ; I, 350. — Arrêté, du 14 mars 1898, portant création de nouveaux services de — et suppression de plusieurs d'entre eux antérieurement organisés ; VII, 123.

TOUR-DE-BATÈRE (La) (Pyrénées-Orientales). Voir LAS INDUS (*concession de*).

TOURBIÈRES. Décret, du 8 avril 1893, portant règlement général pour l'exploitation des — du département de la Somme ; II, 193. — Arrêté préfectoral du 20 mai 1893, réglementant les

conditions du tourbage dans le département de la Somme ; II, 290. — Décret, du 14 août 1896, modifiant l'article 23 du décret précité du 8 avril 1893 ; V, 441.

TOURLAVILLE (Manche). Voir DYNAMITE (*Dépôts*).

TOURNÉES. Circulaire, du 9 décembre 1892, relative aux frais de — des ingénieurs et contrôleurs des mines ; I, 369. — Circulaire, du 16 décembre 1892, relative à la fixation des sommes à allouer en 1893 aux ingénieurs et contrôleurs des mines pour frais de — ; I, 387. — Circulaire (du ministre du commerce et de l'industrie, aux ingénieurs en chef des mines) du 3 novembre 1893, relative aux frais fixes et de — alloués aux ingénieurs et contrôleurs des mines pour assurer l'application de la loi, du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels ; II, 543. — Circulaire, du 4 mai 1894, relative aux frais des — nécessitées par le contrôle des chemins de fer miniers et industriels ; III, 311. — Circulaire, du 3 octobre 1894, modifiant la circulaire du 9 décembre 1892 en ce qui concerne les frais de — des contrôleurs des mines (règlement mensuel de ces frais) ; III, 494. — Circulaire, du 15 février 1896, modifiant certaines dispositions de la circulaire du 9 décembre 1892 en ce qui concerne les frais de — des ingénieurs et contrôleurs des mines ; V, 94. — Circulaire, du 24 mars 1899, portant envoi d'une instruction sur les allocations accessoires pour frais de déplacement, transports rapides, heures supplémentaires, etc., des fonctionnaires et agents de l'Administration des travaux

publics ; VIII, 126. — Circulaire, du 27 mars 1899, relative aux frais de déplacement des agents chargés de la surveillance et des épreuves des appareils à vapeur placés à bord des bateaux ; VIII, 429. — Circulaire, du 8 avril 1899, portant envoi des modèles des formules imprimées destinés à remplacer ceux transmis par la circulaire du 24 mars 1899 ; VIII, note de la page 619. — Circulaire, du 14 novembre 1899, relative au remplacement d'une des formules annexées à la circulaire du 24 mars 1899 (annexe E), par un nouveau modèle ; VIII, 619. — Circulaire, du 22 novembre 1900, relative aux frais de — des ingénieurs et agents attachés au contrôle des chemins de fer ; IX, 506.

TOURNETTE (La) (Haute-Savoie). Voir DÉCHÉANCES.

TOUSSIEU (Isère). Décret, du 14 août 1896, portant extension du périmètre de la concession de mines de fer, manganèse et autres métaux connexes de — ; V, 438.

TOUZART (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Caisses de secours*).

TRAMWAYS (Chemins de fer d'intérêt local et). Voir CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL.

TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE :

1^o Travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels. Loi, du 2 novembre 1892, sur le — ; I, 329. — Circulaire (du ministre du commerce et de l'industrie, aux ingénieurs en chef des mines), du 30 novembre 1892, portant envoi du texte de la loi précitée du 2 novembre 1892 ; I, 346. — Décret,

du 13 décembre 1892 (modifié par le décret du 18 décembre 1893) portant organisation du service de l'inspection du — ; I, 352 et III, 75. = Circulaire (du ministre du commerce et de l'industrie aux inspecteurs divisionnaires du travail dans l'industrie), du 19 décembre 1892, relative à l'application de la loi du 2 novembre 1892; II, 318. = Décret, du 21 avril 1893, déterminant la forme du procès-verbal de déclaration des accidents survenus dans les établissements industriels (application de la loi du 2 novembre 1892); II, 204. = Circulaire (du ministre du commerce et de l'industrie aux préfets), du 24 avril 1893, portant envoi d'instructions pour l'application du décret précité du 21 avril 1893; II, 251. = Circulaire (du ministre du commerce et de l'industrie aux inspecteurs divisionnaires du travail et aux ingénieurs en chef des mines), du 25 avril 1893 (même objet que la précédente); II, 253. = Décret, du 3 mai 1893, portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 9 de la loi du 2 novembre 1892 (durée du travail effectif des enfants du sexe masculin dans les mines, minières et carrières); II, 263. = Circulaire (du ministre du commerce et de l'industrie, aux ingénieurs en chef des mines), du 4 mai 1893, portant envoi d'instructions générales pour l'application de la loi du 2 novembre 1892, dans les mines, minières et carrières; II, 312. = Décret, du 13 mai 1893, portant règlement d'administration publique pour l'application des articles 12 et 13 de la loi du 2 novembre 1892 (travaux interdits aux femmes, filles et enfants dans les établissements industriels); II, 269. = Circulaire (du ministre du commerce et de l'in-

dustrie aux inspecteurs divisionnaires du travail), du 15 mai 1893, relative à l'application du décret précité du 13 mai 1893; II, 342. = Circulaire (du ministre du commerce et de l'industrie aux ingénieurs en chef des mines), du 16 mai 1893 (même objet que la précédente); II, 341. = Décret, du 15 juillet 1893, portant règlement d'administration publique pour l'exécution des articles 4, 5, 6 et 7 de la loi du 2 novembre 1892 (durée du travail des enfants et des femmes; repos hebdomadaire); II, 407. = Circulaire (du ministre du commerce et de l'industrie, aux ingénieurs en chef des mines), du 3 novembre 1893. Voir *supra*, p. 301. **TOURNÉES.** = Circulaire, du ministre du commerce et de l'industrie aux ingénieurs en chef des mines, du 20 décembre 1893, portant envoi des formules imprimées pour la production des renseignements statistiques annuels sur l'application de la loi du 2 novembre 1892; II, 570. = Arrêté du ministre du commerce et de l'industrie, du 31 juillet 1894, déterminant les charges qui peuvent être traînées ou poussées par les jeunes ouvriers ou ouvrières (application de l'article 11 du décret du 13 mai 1893); III, 405. = Circulaire (du ministre du commerce et de l'industrie aux ingénieurs en chef des mines), du 26 novembre 1894, indiquant le cadre du rapport annuel et portant envoi d'états à joindre à ce rapport, en ce qui concerne l'application de la loi du 2 novembre 1892; III, 533. = Décret, du 26 juillet 1895, modifiant les articles 1, 3, 5 et 6 du décret précité du 15 juillet 1893; IV, 338. = Circulaire (du ministre du commerce et de l'industrie aux ingénieurs en chef des mines), du 17 avril 1897, relative aux déclarations des accidents

ayant atteint des personnes protégées par la loi du 2 novembre 1892; VI, 282. = Décret, du 21 juin 1897, modifiant la nomenclature des établissements dans lesquels l'emploi des enfants, des filles mineures et des femmes est autorisé; VI, 334. = Décrets, du 29 juillet 1897, du 24 février 1898 et du 1^{er} juillet 1899, complétant la nomenclature des industries admises à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892, en ce qui concerne le travail de nuit, le repos hebdomadaire et la durée du travail; VI, 358; VII, 55 et VIII, 445. = Circulaire (du ministre du commerce et de l'industrie), du 17 août 1899, relative à l'introduction de représentants des associations patronales et ouvrières dans les commissions départementales chargées de surveiller l'application de la loi du 2 novembre 1892; VIII, 508. = Loi, du 30 mars 1900, modifiant et complétant la loi du 2 novembre 1892 ainsi que le décret-loi des 9-14 septembre 1848 relatif à la durée du travail des adultes-hommes; IX, 131. = Rapports de la commission supérieure du travail. Extraits concernant le travail des enfants et des femmes dans les mines, minières et carrières; années: 1895, V, 653; 1896, VI, 532; 1899, VII, 567; 1898, VIII, 534; 1897, IX, 439; 1900, X, 445. = Voir COMMISSION SUPÉRIEURE DU TRAVAIL.

2^o *Hygiène et sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.* Loi, du 12 juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels; II, 365. = Décret, du 20 novembre 1893, déterminant la forme du procès-verbal de déclaration des accidents survenus dans les établis-

sements industriels (par application de la loi précédente); II, 546. = Circulaire (du ministre du commerce et de l'industrie aux préfets), du 24 novembre 1893, portant envoi d'instructions pour l'application du décret précédent; II, 559. = Décret, du 10 mars 1894, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 12 juin 1893; III, 84. = Circulaire (du ministre du commerce et de l'industrie aux inspecteurs divisionnaires du travail), du 27 mars 1894, portant envoi d'instructions pour l'application du décret précédent; III, 98. = Circulaire (du ministre du commerce et de l'industrie aux ingénieurs en chef des mines), du 5 juillet 1894, relative à l'application de la loi du 12 juin 1893 aux établissements dépendant d'exploitations minières; III, 407. = Décret, du 14 juillet 1901, modifiant l'article 5 (§ 2) du décret du 10 mars 1894 (aéragé et chauffage des locaux); X, 196.

3^o *Accidents du travail.* Loi, du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail; VII, 316. = Décrets, du 28 février 1899, portant règlements d'administration publique pour l'exécution des articles 26, 27 et 28 de la loi du 9 avril 1898 (trois décret de même date); VIII, 57, 64 et 71. = Arrêté du ministre du commerce et de l'industrie, du 1^{er} mars 1899 (modifié par les arrêtés des 24 août 1899 et 10 octobre 1900) instituant un comité consultatif des assurances contre les accidents du travail; VIII, 85 et 493; IX, 477. = Circulaire, du 5 mai 1899, relative à l'application aux mines, minières et carrières, des dispositions de l'article 6 de la loi du 9 avril 1898 (allocation, par

les sociétés de secours d'ouvriers mineurs, des frais médicaux et de l'indemnité journalière aux victimes des accidents ayant entraîné une incapacité temporaire de travail); VIII, 394. = Décret, du 40 mai 1899, conférant au comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, la surveillance des caisses de secours constituées dans les industries autres que les mines, minières et carrières; VIII, 365. = Arrêté, du ministre de l'intérieur, du 16 mai 1899, concernant l'application, de la part des sociétés de secours mutuels, des dispositions de l'article 5 de la loi du 9 avril 1898 (conventions avec les chefs d'entreprise pour le paiement des frais de maladie et de l'indemnité journalière aux victimes d'accidents entraînant une incapacité temporaire de travail); VIII, 366. = Loi, du 24 mai 1899, étendant, en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les opérations de la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents; VIII, 373. = Décret, du 26 mai 1899, approuvant les tarifs établis par la caisse nationale d'assurances en cas d'accident, conformément à la loi précitée du 24 mai 1899; VIII, 376. = Loi, du 29 juin 1899, relative à la résiliation des polices d'assurances souscrites par les chefs d'entreprises, soumis à l'application de la loi du 9 avril 1898; VIII, 419. = Loi, du 30 juin 1899, concernant les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés; VIII, 421. = Décret, du 30 juin 1899, modifié par le décret du 18 août 1899 portant règlement pour l'exécution des articles 11 et 12 de la loi du 9 avril 1898 (modèles des déclarations d'accidents survenus dans les établissements industriels, des récé-

pissés de ces déclarations, des procès-verbaux du maire, des avis au service d'inspection du travail ou au service des mines et de la transmission à la justice de paix); VIII, 422 et 486. = Circulaire du ministre de la justice, du 12 août 1899, relative aux poursuites à exercer pour contravention au règlement d'administration publique du 28 février 1899; VIII, 306. = Circulaire (du ministre du commerce et de l'industrie) du 21 août 1899, portant envoi d'instructions pour l'application du décret précité du 18 août 1899; VIII, 510. = Circulaire (du ministre du commerce et de l'industrie), du 24 août 1899, portant envoi d'instructions générales pour l'application de la loi du 9 avril 1898; VIII, 524. = Circulaire, du 21 septembre 1899, relative aux déclarations des accidents dus aux appareils à vapeur et à l'envoi de ces déclarations, par les soins des maires, aux ingénieurs des mines, quelle que soit la catégorie à laquelle appartient l'appareil ou la machine cause de l'accident; VIII, 553. = Loi de finances, du 13 avril 1900. Extrait (article 31) comprenant une disposition additionnelle à la loi du 9 avril 1898 (Frais de transport des juges de paix et indemnités des officiers ministériels); IX, 143. = Décret, du 14 août 1900, approuvant le nouveau tarif établi par la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, en conformité de la loi du 24 mai 1899; IX, 421. = Accidents survenus dans les mines, minières et carrières. Voir ACCIDENTS. = Application de la loi du 9 avril 1898 aux chemins de fer d'intérêt local et aux tramways. Voir CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL ET TRAMWAYS.

TRAVAIL (Comités du). Voir

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT; = (Conseils du —). Voir CONSEILS DU TRAVAIL = (Office du —). Voir OFFICE. = (Commission supérieure du —). Voir COMMISSIONS.

TRAVAUX PUBLICS. Loi, du 29 décembre 1892, sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution de —; I, 362. = Circulaire, du 1^{er} juin 1901, relative à la substitution du blanc de zinc au blanc de céruse, dans les travaux exécutés pour le compte du ministère des travaux publics; X, 177. = Décret, du 17 août 1897, portant organisation de l'inspection générale des — des colonies; VI, 379. = (Service des — en Algérie). Voir ALGÉRIE.

TRÉFONDS (Société civile des). Voir JURISPRUDENCE (*Redevances tréfoncières*).

TRÉPALOUX - ET - FRAUX (Aveyron). Voir JOUDREVILLE (*concession de*).

TRÉ-LES-CHOSALS (Haute-Savoie). Voir DÉCHÉANCES.

TRETS (Caisse de secours des mines de). Voir JURISPRUDENCE (*Caisse de secours*).

TRIANGULATION. Voir NIVELLEMENT.

TRIEUX (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 31 mars 1899, instituant en faveur du s^r Thomas, la concession de mines de fer de —; VIII, 117. = Décret, du 31 mars 1899, rejetant la demande des s^{rs} Godchaux, Simon et Gauche en concession de mines de fer dans les communes de — et autres (Meurthe-et-Moselle); VIII, 125.

TROUVET ET GRAMONT (S^{rs}). Voir MARVEJOLS (*commune de*).

TRUCHON (S^r). Voir POUBEAU (*concession de*); ARGUT-DESSUS (*commune d'*); ADJUDICATIONS.

TUCQUEGNIEUX. Décret, du 31 mars 1899, instituant, en faveur de la Société des aciéries de Longuy, la concession de mines de fer de —, et autorisant la réunion de cette concession avec celles de même nature de Mont-Saint-Martin, de Moulaine, d'Herseange et de Valleroy; VIII, 420.

TUNISIE :

Reglements. Décret beylical, du 10 mai 1893, réglementant les recherches de mines en —; II, 513. = Décret beylical, du 1^{er} décembre 1898, réglementant la recherche et l'exploitation des phosphates de chaux dans les terrains domaniaux ou habous; VII, 557.

Concessions minières.

Concession de la mine de plomb de Djebba (Extrait de la convention du 9 mai 1876); IV, 52.

Décrets beylicaux, approuvant les conventions de concession ci-après :

24 avril 1877, mines de plomb du Djebel-Reças; III, 563.

1^{er} mars 1884, mines de fer de Ras-er-Radjet, Bou-Lanague, Djebel-Bellif et Ganara (mines de Tabarka); III, 571.

26 mars 1884, mines de fer de Tamera-Bourchiba et Oued-bou-Zenna (mines de Nefzas); III, 580.

22 décembre 1888, mines de plomb, zinc et autres métaux

connexes du *Kranguet-Kef-Tout*; III, 583 (Voir *infra* 7 décembre 1894).

6 août 1892, mines de zinc, plomb et autres métaux connexes de *Djebel-Sidi-Ahmed*; III, 584.

8 mai 1894, mines de zinc, plomb et autres métaux connexes du *Fedj-el-Adoum*; III, 593.

19 décembre 1894, mines de plomb zinc, et autres métaux connexes du *Djebel-Zaghouan*; III, 597.

7 décembre 1894, mines de plomb, zinc et autres métaux connexes du *Kranguet-Kef-Tout* (extension de périmètre); III, 600.

13 avril 1897, mines de plomb, zinc et autres métaux connexes du *Djebel-bou-Jaber*; VI, 271.

1^{er} septembre 1898, mines de zinc, plomb et autres métaux connexes du *Djebel-Hamera*; VII, 508.

30 octobre 1898, mines de fer

de *Tamera-Bourchiba* et *Oued-bou-Zenna* et annulant la convention du 26 mars 1884 relative aux mêmes mines; VII, 518.

27 novembre 1898, mines de zinc, plomb et autres métaux connexes de *Sidi-Youssef*; VII, 521.

25 juin 1899, mines de zinc, plomb et métaux connexes de *Fedj-Assène*; VIII, 569.

27 janvier 1900, mines de zinc, plomb et métaux connexes de *Djebba*, en faveur de la Société de la *Vieille-Montagne*; IX, 217.

27 janvier 1900, mines de zinc, plomb et métaux connexes du *Djebel-ben-Amar*; IX, 227.

11 mai 1901, mines de zinc, plomb, cuivre et métaux connexes du *Djebel-Azered*; X, 405.

TURBIE (La) (Alpes-Maritimes). Décret, du 20 mai 1901, rejetant la demande du *s^r Aubert* en concession de mines de houille dans la commune de —; X, 157.

du 4 mars 1896, instituant, en faveur des *s^{rs} Bidgrain* et consorts, la concession de mines de fer d' —; V, 118.

UXEAU (Saône-et-Loire). Voir DYNAMITE (*Dépôts*).

VAL-DE-FER (Le) (Meurthe-et-Moselle). Voir MARON-VAL-DE-FER (*concession de*).

VAL-FLEURION (Le) (Meurthe-et-Moselle). Voir MARON-VAL-DE-FER (*concession de*).

VALÉRIAN (S^r). Voir EAUX MINÉRALES (*concessions domaniales*).

VALETTES (Les) (Rhône). Voir DÉCHÉANCES.

VALLAT, MALLEVAL ET C^{ie}

(Affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Divers*).

VALLEROY (Meurthe-et-Moselle). Voir TUCQUEGNIEX (*concession de*).

VANDŒUVRE (Meurthe-et-Moselle). Voir CHAVIGNY (*concession de*).

VAUCRON (Mines de) (Var). Voir JURISPRUDENCE (*Concessions de mines*).

VAULX (DE) (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Occupations de terrains*).

VAULXOISE (Société — de recherches d'anthracite). Voir MAJEUIL (*concession du*).

VAUX (Les) (Var). Voir DÉCHÉANCES.

VÉHICULES A MOTEUR MÉCANIQUE. Ordonnance du préfet de police, du 14 août 1893, concernant le fonctionnement et la circulation, sur la voie publique, dans Paris et dans le ressort de la préfecture de police des — autres que ceux qui servent à l'exploitation de voies ferrées concédées; II, 459.

VÉLOCIPÈDE. Arrêté ministériel, du 26 juillet 1897, réglant l'usage du — dans les services dépendant du ministère des travaux publics; VI, 356. = Circulaire, du 26 juillet 1897, portant envoi d'instructions pour l'application de l'arrêté précédent; VI, 360. = Circulaire, du 22 février 1899, relative aux formalités à remplir pour les — possédés en vertu de règlements administratifs et exempts de taxes; VIII, 74. = Circulaire, du 30 janvier 1901, relative à l'application de l'article 6 de la loi du

13 juillet 1900 concernant les exemptions de taxes accordées pour les — possédés en conformité des règlements militaires ou administratifs; X, 18.

VENDREST (carrière sise à (Seine-et-Marne). Voir JURISPRUDENCE (*Accidents*).

VENZAC (Aveyron). Voir JOURDEVILLE (*concession de*).

VERCLOS (DE) (S^r). Voir GYPIÈRE (*concession de LA*).

VERNAY (Rhône). Voir DÉCHÉANCES.

VEYRAS (Ardèche). Décret, du 18 juillet 1892, autorisant la *Compagnie des fonderies et forges de l'Horme* à réunir les concessions de mines de fer de —, de *La Voulte*, de *Saint-Priest*, du *Lac* et de *Fraysses* (Ardèche); I, 268. = Voir DYNAMITE (*Dépôts*).

VEYRINES (Dordogne). Décret, du 27 février 1895, instituant, en faveur du *s^r Henry de Villiers*, la concession de mines de lignite de —; IV, 50.

VÈZE (Cantal). Décret, du 19 décembre 1901, instituant, en faveur des *s^{rs} Lumière* et de *La-grevol*, la concession de mines de mispickel, pyrite de fer et autres métaux connexes de —, et rejetant la demande concurrente du *s^r Lassalle* en extension du périmètre de la concession de mines d'arsenic argentifère et aurifère de *Bauberty* (Puy-de-Dôme), dans des communes des départements du Puy-de-Dôme et du Cantal; X, 388.

VEZIN-AULNOYE (Société anonyme). Voir AMANCE, ANDERNY,